



HAL
open science

Le Quilombo, l'Eglise et la Loi.

Nicolas Bautès, Flavia Carolina da Costa, Rafael Soares Gonçalves

► **To cite this version:**

Nicolas Bautès, Flavia Carolina da Costa, Rafael Soares Gonçalves. Le Quilombo, l'Eglise et la Loi. : Conflits et arrangements autour de l'interprétation du droit et de l'appropriation d'un espace de mémoires. *Annales de géographie*, 2014, *Illégalismes et gouvernement des territoires*, 10 (700), pp.1310-1337. 10.3917/ag.700.1310 . halshs-01496438

HAL Id: halshs-01496438

<https://shs.hal.science/halshs-01496438>

Submitted on 27 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE QUILOMBO, L'ÉGLISE ET LA LOI. CONFLITS ET ARRANGEMENTS AUTOUR DE L'APPROPRIATION D'UN ESPACE DE MÉMOIRES

Nicolas Bautès *et al.*

Armand Colin / Dunod | *Annales de géographie*

**2014/6 - n° 700
pages 1310 à 1337**

ISSN 0003-4010

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2014-6-page-1310.htm>

Pour citer cet article :

Bautès Nicolas *et al.*, « Le Quilombo, l'Église et la Loi. Conflits et arrangements autour de l'appropriation d'un espace de mémoires »,
Annales de géographie, 2014/6 n° 700, p. 1310-1337. DOI : 10.3917/ag.700.1310

Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin / Dunod.

© Armand Colin / Dunod. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le Quilombo, l'Église et la Loi. Conflits et arrangements autour de l'appropriation d'un espace de mémoires

The Quilombo, the Church and the Law. Conflicts and arrangements around the interpretation of the law and the appropriation of a space of memory

Nicolas Bautès

Maître de conférences, université de Caen Basse-Normandie

Rafael Soares Gonçalves

Maître de conférences (Professor Adjunto 1) PUC-Rio de Janeiro

Flávia Carolina da Costa

Doctorante, Université Fédérale de São Carlos, São Paulo.

Résumé

Cet article a pour ambition d'analyser les jeux sociaux et juridiques à l'œuvre autour d'un conflit territorial qui engage la reconnaissance et la création d'un espace associé à la mémoire de descendants d'esclaves noirs émancipés au cœur de la ville de Rio de Janeiro. Approchées comme autant de formes différentes d'illégalismes, les pratiques qui conduisent les acteurs engagés dans cette lutte juridique et politique permettent d'envisager les enjeux économiques et sociopolitiques inhérents à la requalification de la zone portuaire. De la revendication d'un espace mémoriel par une minorité d'habitants organisés autour d'une résistance contre les logiques actuelles d'un développement urbain néolibéral fondé sur la rhétorique culturelle et patrimoniale aux négociations, pressions et intimidations qui traversent l'ensemble des quartiers portuaires soumis à de profonds bouleversements structurels, il convient d'analyser les jeux informels, arrangements et pressions qui, traduits comme autant d'actes d'illégalismes, tendent à imprégner la sphère locale des pouvoirs et, faisant, à marquer les modes de gouvernement urbain.

Abstract

This paper aims to analyze the social and legal games that tend to emerge from a territorial conflict, which involve the recognition and creation, at the heart of the city of Rio de Janeiro, of an urban space associated with the memory of Afro-descendants. Approached as different forms of illegality, the practices leading the actors involved in this legal and political fight give an idea of the economic and sociopolitical stakes inherent in the urban renewal schemes for the city's harbor zone. From the claims for a memory space by a minority of inhabitants organized around the resistance against the current arguments of a neoliberal urban development based on cultural and patrimonial rhetoric, to the pressures and intimidations which run through all the harbor districts profound structural upheavals the Authors analyze informal games of powers, arrangements and social pressures, which tend to permeate the local sphere of powers and to influence the processes of urban government.

Mots-clés appropriation de l'espace, mouvements sociaux urbains, arrangements, Brésil, Rio de Janeiro, Quilombo

Keywords *appropriation of space, urban social movements, arrangements, Brazil, Rio de Janeiro, Quilombo*

Introduction

Le contexte récent de requalification des quartiers centraux de Rio de Janeiro, particulièrement ceux qui jouxtent les rives de la baie de Guanabara (Gamboa, Saúde, Santo Cristo) conduit à activer des tensions latentes autour de la propriété et de l'appropriation du sol urbain. Jusque très récemment, nombre de conflits fonciers localisés dans cette partie de la ville étaient le plus souvent laissés sous silence tout en faisant pour certains l'objet de procédures juridiques car ayant une influence limitée au-delà de l'espace directement concerné. Les faibles valeurs foncières et l'absence de perspectives de valorisation d'un bâti longtemps laissé à l'abandon ne justifiaient en effet pas que les propriétaires, des institutions religieuses ayant hérité de nombreuses terres urbaines durant la colonisation et l'Empire ou encore des organes de l'État, n'exproprient leurs occupants, souvent issus des catégories urbaines les plus pauvres. Ces situations intéressaient certes en nombre des chercheurs en sciences sociales préoccupés par la précarité des conditions de logement¹, reflets d'inégalités et de marginalités sociales structurelles à l'échelle de la ville, mais elles mobilisaient rarement les sphères médiatiques et politiques.

Un brutal changement de perspective est pourtant observé depuis quelques années. Certes lié à l'entreprise de rénovation urbaine Porto Maravilha, qui a conduit à une véritable explosion du prix du foncier et révèle une pratique inédite de spéculation foncière et immobilière, ce changement tient également depuis le milieu des années 2000 à l'émergence d'organisations issues d'un mouvement social composé de populations modestes locales, souvent afro-descendantes, décidées à revendiquer leur identité de descendant d'esclave – désignée par le terme *quilombola*². Cette revendication ouvre la voie à une possible reconnaissance par la justice fédérale d'un droit de propriété collective du sol. Si elle contient, nous le verrons, nombre de singularités inhérentes à son inscription territoriale, elle s'inscrit dans un mouvement de revendications d'envergure nationale qui

1 Voir, entre autres, les travaux de Lilian Fessler Vaz, parmi lesquels : Vaz L.F., 2002. *Modernidade e moradia. A habitação coletiva no Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro, 7 Letras/FAPERJ.

2 Le terme *quilombo* fait originellement allusion aux espaces occupés par des esclaves marrons. Le plus connu fut le *Quilombo de Palmarès* situé dans le Nordeste brésilien, qui a fonctionné plusieurs années et occupait une vaste étendue de terres. Certains *quilombos* se sont installés dans des zones périurbaines, accueillant la masse des esclaves urbains. La Constitution fédérale de 1988 a restitué aux descendants d'esclaves, sur la base d'une auto-désignation renforcée par des expertises anthropologiques, le droit à la propriété collective du sol.

accompagne la transition démocratique qui s'ouvre dans le Brésil des années 1980.

Contraignant d'une manière générale plusieurs opérations spéculatives en cours dans des lieux devenus stratégiques pour la future métropole olympique, la perspective de reconnaissance d'un droit collectif à l'égard de ceux qui s'identifient comme membres de la « Communauté *quilombola* Pedra do Sal » entre en conflit direct avec les intérêts de l'institution religieuse *Venerável Ordem Terceira de São Francisco da Penitência*³, organe religieux et caritatif lié à l'Église Catholique qui est propriétaire d'une école et de nombreux bâtiments de logements autour de la Colline de la Conceição, dans la zone jouxtant la Pedra do Sal.

Support de revendications tout à la fois économiques, politiques et identitaires, l'espace du *quilombo* Pedra do Sal est ainsi traversé par des conflits qui relèvent à la fois d'interprétations différentes du droit et qui, plus largement, renvoient aux usages et aux modes d'appropriations dont fait l'objet cet espace de mémoires pour des acteurs aux intérêts souvent divergents. En effet, l'espace du *quilombo* est soumis à l'action de groupes sociaux qui s'attachent, nous le montrerons, à « construire et reconstruire des récits du passé, dans le conflit ou la négociation avec d'autres groupes », et dans une reconfiguration des mémoires collectives, selon leurs intérêts, « en les instrumentalisant, en les valorisant, en les niant ou en les transformant » (Busquet, Lévy-Vroeland, Rozenholc, 2014).

La poursuite de ces intérêts les conduit à engager des négociations, à procéder à des arrangements ou à exercer des pressions traduites, selon les cas, en menaces ou identifiables au travers de rumeurs. Si ces pratiques ne situent pas toutes aux marges de la loi, elles n'en révèlent pas moins différents types de dévoiements régulés de manières différentielles par l'État et la société. En cela, elles révèlent les manières selon lesquelles se tissent et s'articulent, à Rio de Janeiro et peut-être plus largement au Brésil, les liens conflictuels qu'entretient la société politique (Chatterjee, 2004) – ici portée par un mouvement de résistance fondé sur une reconnaissance identitaire, et l'Église autour de la question de l'interprétation et de l'usage du droit.

La collecte des témoignages et des informations qui structurent cette contribution s'appuie sur trois types de sources : en premier lieu, deux séries d'enquêtes ethnographiques, chacune d'une durée de plusieurs mois, conduites par l'une des co-auteurs entre 2008 et 2009, puis entre 2012 et 2013. Ce travail, constitué d'une longue période d'observation et d'entretiens compréhensifs menés avec des responsables associatifs et auprès d'une vingtaine d'habitants, a ensuite été approfondi à l'aide d'entretiens plus poussés avec plusieurs autres habitants, dont deux élus et trois responsables associatifs du quartier au cours de l'année 2013. Enfin, l'analyse de ces sources a été confrontée à la production scientifique sur

3 En visite au Brésil à l'occasion des Journées Mondiales de la Jeunesse (juin 2013), le Pape Francisco a rendu visite à l'hôpital de la VOT dans le quartier de Tijuca situé dans la Zone Nord (Zona Norte) de la ville.

le quartier et son histoire, démarche qui nous a amenés à une étude approfondie des textes juridiques relatifs à la question des *quilombos*. Cette démarche d'enquête, qui s'étend sur une période de près de cinq ans, permet de proposer un regard sur les logiques sociales et identitaires qui prévalent dans un conflit où se combinent religion, politique et intérêts économiques. L'objet de cette enquête n'est pas d'affirmer la véracité de plusieurs faits qui sont mentionnés dans le texte, démarche qui s'avère délicate au vu de la brutalité selon laquelle les affaires locales sont traitées, qui peuvent exposer à la fois les chercheurs et les habitants. Ce travail prétend néanmoins fournir « une interprétation serrée du sens de l'expérience sociale » (Busino, 2009), notamment par le biais de témoignages et de rumeurs (Ploux, 2003) attestant de pratiques déviantes et/ou illégales⁴.

Nous débuterons notre réflexion par de premiers éléments permettant de dresser à la fois le contexte et l'actualité, les termes et les enjeux de ce conflit. Nous approcherons ensuite la notion de *quilombo*, ici considérée tant comme une réalité anthropologique et juridique que comme le substrat social et spatial d'un conflit localisé, avant d'analyser les négociations, arrangements et jeux sociaux, dont certains figurent aux franges de la loi. Combinées, ces formes diverses d'illégalismes dessinent les lignes de force de la production politique à Rio de Janeiro.

1 La construction politique d'un espace de mémoires

À partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, près de deux millions d'esclaves noirs transitent sur les rives de la baie de Guanabara, dans les quartiers aujourd'hui connus comme *Saúde*, Gamboa et Santo Cristo et qui forment la zone portuaire. Ce phénomène transforme profondément Rio de Janeiro tant du point de vue social et urbain que de celui de sa structure économique. La ville devient alors le réceptacle d'une importante main-d'œuvre employée dans les mines d'or du pays (*Etat du Minas Gerais*) récemment découvertes. Une partie de ces ouvriers esclaves s'installe dans ces quartiers, qui forment un important espace commercial et négrier. Cette activité s'accompagne d'une croissance urbaine inédite, dans un espace déjà fortement peuplé de travailleurs portuaires. Le plus souvent pauvres, ces familles s'installent de manière permanente dans ces lieux où le logement est resté peu onéreux et où la proximité de la baie offre des possibilités d'emploi dans la cargaison de navires, activité principale d'un port en pleine expansion. Cette dynamique économique conduit le pouvoir impérial, à partir de la moitié du XIX^e siècle, à engager des travaux d'équipement, une restructuration de la voirie et d'importants remblais permettant de gagner de l'espace utile sur le littoral de la baie. À cette période, le quai du Valongo, autour duquel se concentrait

4 Ce travail s'inscrit dans le cadre du projet de recherche « Informalité, pouvoirs et envers des espaces urbains » (Inverses), financé par la mairie de Paris (programme Émergences).

le trafic d'esclaves, avait été totalement rénové avant d'être rebaptisé Quai de l'Impératrice (*Cais da Imperatriz*) en l'honneur de l'arrivée de la princesse Tereza Cristina à l'occasion de son mariage avec l'empereur Dom Pedro II en 1843.

Les quartiers résidentiels portuaires demeurent néanmoins en majeure partie en l'état, « oubliés » des entreprises de modernisation mis en œuvre dès cette période puis tout au long du XX^e siècle. Tour à tour, la percée des avenues Central (1904, rebaptisée en 1912 Rio Branco)⁵ puis Presidente Vargas (1944) ont contribué, avec le réseau de chemin de fer existant depuis 1858, à séparer davantage l'espace portuaire du centre d'affaires. L'arasement systématique des collines du centre (Senado, Castelo, Santo Antonio) des premières décennies du XX^e siècle n'a par ailleurs jamais touché la ceinture des collines de Providência, São Diogo et Livramento qui constituent à ce jour encore une frontière plus que marquée entre les quartiers portuaires et ceux du *Centro*.

La fracture spatiale générée par les réformes urbaines successives marque une distanciation tout à la fois sociale et raciale entre la ville moderne, nouvellement construite, et les quartiers portuaires, historiquement habités par des familles d'origine sociale modeste et, notamment, par des populations noires, certaines descendant d'esclaves. Signe de cette présence et de la marque qu'elle a laissée sur les imaginaires sociaux, la portion de l'espace urbain qui figure entre les quais du port et la Cidade Nova (ex-Praça Onze) est peu à peu connue comme la « Petite Afrique », expression attribuée au peintre et musicien Heitor dos Prazeres. Ces lieux sont ainsi décrits par l'écrivain Paulo Barreto (sous son pseudonyme João do Rio), au travers d'Antônio, étudiant africain qui lui sert d'assistant et d'interprète dans des rues méconnues des couches urbaines les plus aisées :

« De la grande quantité d'esclaves venus à Rio au temps du Brésil colonial et du Brésil monarchique restent environ mille noirs (seulement aux abords des quais). Ils sont tous des petites nations de l'intérieur de l'Afrique [...]. Certains riches envoient la descendance brésilienne en Afrique pour étudier la religion, d'autres laissent comme dot aux fils nés ici les mystères et les souillures. Tous cependant parlent entre eux une langue commune : le Yoruba (*eubà*). [...]. Antonio, qui a étudié à Lagos, disait : "le *eubà*, pour les Africains et l'Anglais pour les peuples civilisés". Celui qui parle *eubà* peut traverser l'Afrique et vivre entre les noirs de Rio. Seuls les Cambindes ignorent le *eubà*, mais ils ignorent jusqu'à la propre langue (le portugais), ce qui est très difficile ; quand les Cambindas parlent, ils mélangent toutes les langues. Mais les [...] Alufás⁶ parlent seulement *eubà* » (João do Rio, 1904).

5 Cette opération urbaine, conduite sous le gouvernement de Pereira Passos, a contribué à expulser une partie des habitants de ces quartiers, le plus souvent des familles modestes. Pour une étude approfondie, voir notamment : Noronha, L. 2003. *Malandros : notícias de um submundo distante*. Rio de Janeiro : Relume Dumara. Sevcenko, N., N. 2010. *À Revolta da Vacina*. São Paulo : Cosac Naify. Gerson, Brasil. *História das ruas do Rio : e de sua liderança na história política do Brasil*. 5^e éd., Rio de Janeiro : Lacerda Ed., 2000.

6 Noirs musulmans qui lisent et écrivent en arabe.

Le quartier dans lequel s'insère la colline ou *Morro da Conceição*, spécifiquement la place Largo João da Baiana, située au pied de la colline où se trouve la *Pedra do Sal*, concentre une part importante de la mémoire de l'esclavagisme. En 1987, l'Institut d'État du Patrimoine Culturel (*Instituto Estadual do Patrimônio Cultural*, INEPAC) officialisait la protection de la *Pedra do Sal* au titre de « témoignage culturel plus que séculaire de l'africanité brésilienne »⁷. Cette petite place, dénommée ainsi parce qu'elle constituait le lieu dans lequel le sel était déchargé des navires des environs est le centre névralgique du quartier, « connue pour être un point de rencontre de sambistes [...], qui était habité au XIX^e siècle par des Bahianais et des Africains récemment arrivés à Rio. La majorité d'entre eux travaillait comme dockers dans le port et vivait dans cette zone de rues tortueuses et d'impasses. Accolés à la pierre qui émerge entre les maisons, dans les petits escaliers sculptés dans la roche et qui servent de chemin aux habitants de la colline de la Conceição, juste au-dessus, surgirent les premiers chars carnavalesques » (*Prefeitura do Rio de Janeiro*)⁸. Ses rues sont connues pour avoir vu débiter de nombreux artistes pionniers de la samba : Pixinguinha, Donga ou encore João da Baiana ; et pour avoir longtemps abrité les *terreiros* de Candomblé.

Aussi, cet espace tient-il ses caractères singuliers historiques et sociaux dans la mémoire urbaine de l'esclavage. Ces caractères l'associent ainsi à un espace rémanent de la lutte abolitionniste conduite par d'anciens esclaves noirs. À ce titre, comme l'indique Jérôme Souty (2013), le quartier de la *Pedra do Sal* est inscrit, fût-ce de manière symbolique à un « espace social de résistance populaire » dont les représentants mobilisent un imaginaire postcolonial : d'un côté, le *quilombo* [dans sa dimension historique et sémantique] est « un pôle par excellence de contestation de l'ordre injuste et excluant de la colonie ; d'un autre, c'est un lieu inspirateur d'utopies et de comportements contestataires » (França et Ferreira, 2012 : 15, cités par Souty, 2014 : 6).

Fait marquant, les abords directs du *quilombo* sont en partie la propriété de l'institution religieuse catholique *Venerável Ordem Terceira de São Francisco da Penitência* (ci-après VOT), fondée en 1619 à Rio de Janeiro et qui intervient tout particulièrement dans le *Morro da Conceição* à partir de 1897. L'institution crée alors l'école Padre Francisco da Motta et s'engage dans une activité à destination des enfants du quartier, se légitimant ainsi localement – jusqu'à aujourd'hui – comme importante une entité caritative à destination des habitants les plus pauvres. En 1987, l'année même du classement au patrimoine de la *Pedra do Sal*, le frère Eckart Hermann Höfling est désigné Supérieur général de la VOT et lui confie la mission de régulariser les comptes de l'institution. La VOT qui louait plusieurs logements dans le quartier, le plus souvent pour un prix symbolique, en vient à augmenter ses loyers de manière arbitraire, phénomène qui ne cesse d'être plus marqué depuis l'élection de Cesar Maia à la municipalité (1993), qui ouvre la voie

7 Source : Fiche de régularisation foncière de la Communauté Quilombola de la *Pedra do Sal*, 2007.

8 ⁷ Voir http://www0.rio.rj.gov.br/patrimonio/proj_cais_imperatriz.shtm (Page consultée le 1^{er} août 2013).



« Dans ce lieu le sel était déchargé des embarcations qui accostaient à proximité. Il devint ensuite le lieu de rencontre de sambistes qui travaillaient comme dockers. (Secrétariat Municipal de Culture, Tourisme et Sports. Département Général du Patrimoine Culturel).

Fig. 1 Inscription de la Municipalité apposée sur l'un des murs jouxtant la *Pedra do Sal* (N. Bautès, 2013)
City Council Inscription placed on one of the walls close by the Pedra do Sal (N. Bautès, 2013)

à plusieurs projets visant à la revitalisation de la zone portuaire. L'augmentation non régulée de ces loyers conduira à l'expulsion de plusieurs familles en difficulté financière. Face à cela, l'Association des Habitants du quartier *Saúde*, sous la responsabilité de Damião Braga Soares dos Santos, lance l'occupation spontanée de plusieurs bâtiments appartenant à la VOT. La perception qu'un changement brutal du quartier était en cours devient claire pour les habitants du quartier de plus en plus soumis à des pressions sur leur logement. Pour éviter de nouvelles occupations spontanées, la VOT fait détruire plusieurs de ses propriétés situées dans les alentours, souvent en état de dégradation avancée (Matos et Abreu, 2012, 31), libérant ainsi des espaces pour d'éventuelles transactions foncières. En 2001, à nouveau sous l'administration du maire César Maia, le Plan de Revitalisation de la Région Portuaire (*Plano Porto do Rio*) est lancé. Il conduit à l'intensification de la dispute entre les habitants du *Morro da Conceição* locataires de la VOT et des représentants de cette église. Frère Eckart met en place en 2001 le projet « Humanização do Bairro » (« Humanisation du quartier ») fort d'un discours empreint de préjugés à l'égard du quartier portuaire et de sa population. Financée par de nombreux groupes philanthropiques allemands, d'où



Fig. 2 La « Pedra do Sal », au pied du *Morro da Conceição* (N. Bautès, 2013)
 “Pedra do Sal”, at the foot of *Morro da Conceição* (N. Bautès, 2013)

est originaire Frère Eckart, mais aussi par des institutions civiles et religieuses internationales⁹, cette initiative a conduit à soutenir des activités économiques et caritatives et, ainsi, à asseoir l’ancrage territorial de cette église. Dans le même temps, elle a renforcé l’influence de la VOT dans la sphère politique locale, influence qu’elle a rapidement mobilisée au service d’une politique lui permettant de libérer les bâtiments occupés illégalement pour envisager la construction de résidences à destination des couches moyennes aisées.

Considérant que la rénovation de la zone portuaire allait être inévitable, le mouvement culturel *Sal do Samba*, en lutte pour la revitalisation de la mémoire noire dans la zone portuaire, s’associe au mouvement de résistance mené par l’association des habitants du quartier Saúde contre les expulsions des habitants par la VOT, et décide de créer l’Association des habitants du *Quilombo de la Pedra do Sal* (ARQPEDRA) (Matos et Abreu, 2012 : 62). La lutte pour la régularisation foncière devient dès lors l’un des principaux objectifs de ce

9 Parmi les institutions financières du projet figurent le Gouvernement allemand, le Gouvernement de la Région Bavière, le Rotary International, la Communauté Européenne, la Fondation Sonja Kill, la Missionszentrale der Franziskaner (Mission franciscaine), la Fondation Georg-Ludwig-Rexroth-Stiftung, l’association Caritas, la Fondation Rosner Backstube, le *Clube da Alemanha e Rio de Janeiro* et l’Action des travailleurs d’Oberhausen. Les centres communautaires dont dispose en outre la VOT sont partiellement financés par les sœurs franciscaines de Dillingen. Voir Sampaio Guimarães, 2008.

collectif, en réaction à l'éviction en octobre 2005 de près de 30 familles de logements appartenant à la VOT (Matos et Abreu, 2012 : 29). Un certificat d'auto-reconnaissance des habitants comme *quilombolas*, premier pas dans la procédure de reconnaissance d'un quilombo, est délivré par la *Fundação Cultural Palmares* le 12 décembre 2005. Il est alors cosigné par le leader communautaire Damião Braga Soares dos Santos et par plusieurs membres du mouvement, dès lors reconnus comme descendants d'esclaves de la région de la vallée du fleuve Paraíba do Sul et, pour certains, issus de familles anciennement implantées dans la zone portuaire (Matos et Abreu, 2012 : 28). En 2007, suite à l'émission du certificat d'enregistrement du *quilombo* par la *Fundação Cultural Palmares* et à la publication au Journal Officiel du Rapport Technique d'Identification et de Délimitation (RTDI) du *quilombo*¹⁰, débutent les travaux d'expertise donnant lieu à la délimitation et, postérieurement, à la titularisation de la terre par l'INCRA (*Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária*). La VOT réagit très rapidement. Elle engage une procédure judiciaire contre l'INCRA en invoquant l'inconstitutionnalité du Décret n° 4887/2003 qui régit les principes constitutionnels de reconnaissance des *quilombos*. Cette procédure judiciaire reste, à ce jour, en cours d'instruction, mais la VOT s'est d'ores et déjà vue refuser son recours, qui demandait le blocage de toute procédure de titularisation durant le jugement du procès. Ainsi, les démarches de titularisation du *quilombo* continuent en dépit du fait que cette procédure ne soit pas encore définitivement jugée. Il est par ailleurs à ce jour possible d'observer des techniciens de l'INCRA en train de mesurer la zone de la Pedra do Sal dans le but de circonscrire la zone qui devrait appartenir au *quilombo* de la *Pedra do Sal*.

Depuis, la situation est marquée par une dispute qui n'a de cesse de mobiliser la justice autour de nouveaux éléments. La communauté *Pedra do Sal* accuse en effet la VOT de persécution et d'expulsion pour discrimination, considérant que les démarches d'expulsion conduites par les représentants de l'Église après le lancement de l'opération de revitalisation de la zone portuaire par la mairie étaient motivées par des questions de valorisation immobilière et, à ce titre, excluait les familles les plus modestes. De son côté, l'Église revendique la défense de son droit de propriété et précise qu'il n'existe aucune action de nature discriminatoire, qu'elle soit religieuse, sociale ou raciale, contre les habitants qui se revendiquent être issus des populations *quilombolas*. Elle considère ceux-ci comme étant extérieurs au quartier, n'hésitant pas à les qualifier d'envahisseurs (*invasores*) et « inconnus » (*desconhecidos*) du quartier¹¹. Nul doute que cette

10 Le RTID est composé des documents suivants : i) rapport anthropologique, ii) études foncières, iii) carte et le mémoriel descriptif, iv) recensement des familles, v) études sur la superposition du territoire du quilombo à d'autres réalités, telles que des unités de conservation, des réserves indigènes, des aires de sécurité nationale... vi) rapport conclusif sur la zone destinée à être titularisée.

11 Ces informations, rassemblées dans le travail de recherche de Flavia Carolina da Costa (2010), sont issues de plusieurs éditions du journal télévisé national (*Jornal Nacional*) de l'année 2007, partiellement publiées dans le quotidien *O Estado de São Paulo* d'août 2007 et des sites de la VOT (<http://www.vot.com.br>) et <http://www.koinonia.org.br>). Elles figurent dans le mémoire de mestrado de l'auteure

position relève d'une stratégie pour diviser, étant entendu que le quartier est habité, non seulement par des familles d'origine afro-brésilienne, mais aussi par des descendants espagnols et portugais.

Plusieurs éléments obstruent ainsi la résolution légale de ce conflit. Ils relèvent à la fois de la sphère propre des acteurs engagés dans la bataille juridique et d'une sphère éloignée de ses effets directs mais qui se trouve impliquée dans le conflit en raison de la centralité des lieux dans lesquels il s'opère. Chacune des deux catégories d'acteurs qui s'affrontent en justice a rencontré une série d'obstacles qui ouvrent nombre de brèches propices aux contre-attaques et aux menaces les plus diverses. D'une part, la VOT n'est pas en possession de titres officiels qui lui permettrait d'attester de la propriété des immeubles desquels plusieurs familles ont été expulsées. La VOT a en effet déclaré à l'INCRA avoir hérité de ces propriétés au travers d'un document rédigé par l'Empereur Dom Pedro I^{er} dans lequel celui-ci déclarait concéder des terrains bordant la baie de Guanabara, sans préciser la localisation exacte de ces propriétés, et sans détail sur les immeubles y figurant¹². D'autre part, en dépit de la législation qui vise à reconnaître et à protéger l'espace du *quilombo*, cette entité et la notion qui permet de la désigner ne sont pas sans contenir nombre d'ambiguïtés quant à leur définition légale, renvoyant à une confusion tant du point de vue sémantique que juridique, ou encore du point de vue de la réalité spatiale à laquelle elles renvoient. La « cause » du *quilombo* compte avec le soutien de plusieurs représentants politiques municipaux, parmi lesquels Eliomar Coelho, député siégeant dans l'assemblée municipale et représentant de l'opposition (PSOL), qui a déposé en 2011 un projet de loi municipale (n° 1091 de 2011) définissant la zone comme « aire spéciale d'intérêt culturel », (*Área de Especial Interesse Cultural – AEIC do Quilombo Pedra do Sal*)¹³ en vue de limiter les impacts de la spéculation immobilière.

Objet de vifs débats jusqu'à aujourd'hui, la lutte politique qui caractérise le quartier révèle la complexité des jeux sociopolitiques dans et autour de la zone portuaire de Rio. Cet exemple illustre bien une tendance partagée à l'échelle de nombreux espaces urbains marqués par « les contradictions inhérentes à un découplage entre mise en valeur des mémoires et prise en compte des patrimoines architecturaux et urbains » (Busquet, Lévy-Vroeland, Rozenholc, 2014). L'envergure du conflit, son retentissement à l'échelle de la sphère sociale locale tout comme les ambiguïtés relatives à l'existence d'un *quilombo* – espace mémoriel mobilisé comme trace-mémoire (Veschambre, 2014) par des groupes historiquement dominés, ainsi que la signification même de cette notion, nécessitent dès lors quelques précisions permettant de mieux circonscrire cet objet spatial et les enjeux qu'il concentre.

intitulé *Morro da Conceição. Uma etnografia da sociabilidade e do conflito numa metrópole brasileira*. Universidade Federal de Sao Carlos, février 2010.

12 Charte du Prince Régent Don Pedro I^{er} du 10 septembre 1821.

13 Projet de loi n° 1091/2011.

2 Le *quilombo* comme réalité anthropologique et juridique et comme sphère d'un conflit territorialisé

L'ambiguïté du terme *quilombo* relève d'une double conception relative à cette catégorie d'espace. Le terme renvoie en effet à un territoire identitaire ou ethnique dont l'existence est inextricablement liée à l'intervention de la loi qui contribue à en dessiner les contours. L'analyse de Luciana da Costa Job, procureure fédérale, semble ici tout particulièrement pertinente pour envisager la notion dans toute sa complexité : « Parler de *quilombo* revient à parler d'identité ethnique, conçue comme quelque chose de construit politiquement, dans une situation de contact établie en relation de friction avec la société impliquée [...]. Le *quilombo* est aussi un « objet » qui appartient à la sphère de l'interprétation, de l'herméneutique, que ce soit dans la sphère politique ou juridique, qui ne peut pas être analysée en privilégiant seulement ou de manière restrictive une interprétation positiviste [...] » (Job, 2006).

La même auteure précise que la reconnaissance d'un *quilombo* nécessite de réfléchir entre « l'être et le devoir-être du Droit » en essayant, d'un point de vue intellectuel, « de créer un équilibre entre plusieurs dimensions : conceptuelle, positivée ou idéalisée ». Elle ajoute enfin que pour pouvoir adopter une position donnant lieu à l'existence juridique de ces espaces, le droit n'est pas suffisant. Il est selon elle nécessaire d'adopter une position idéologique et, surtout, anthropologique vis-à-vis de ce qu'elle désigne comme « un fait social, transcrit dans la majeure et plus noble écriture républicaine, dite démocratique : la Constitution fédérale de 1988 » (Job, 2006).

Ainsi, l'article 68 de la Constitution fédérale¹⁴ souligne explicitement la possibilité de reconnaissance de tels territoires ethniques moyennant des études anthropologiques et historiques. Le décret n° 4.887/03, qui rend applicable cet article, engage quant à lui la reconnaissance et la régularisation foncière d'espaces reconnus pour avoir été occupés par des communautés descendantes de *quilombos*. Il ouvre la possibilité d'application par l'INCRA d'une procédure de désappropriation au moyen d'un décret du président de la République.

La résolution légale de la querelle traduite en justice autour du *Morro da Conceição* est rendue complexe par la fragilité des preuves dont disposent les deux camps en opposition. D'un côté, selon l'INCRA, la VOT n'est en possession d'aucun document précis attestant de sa propriété sur des terres revendiquées par la « communauté » *quilombola* Pedra do Sal (Da Costa, 2010). D'un autre, le référentiel théorique en vigueur sur lequel s'appuient les études anthropologiques pour reconnaître un *quilombo* se fonde en partie sur l'existence de mobilisations politiques émanant de descendants d'esclaves noirs émancipés ayant occupé des terres reconnues « d'usages collectifs » (Almeida, 1989), et sur des traces permettant d'attester de « l'homogénéité des processus historiques et sociaux qui

14 Ato das Disposições Constitucionais Transitórias (ADCT).

ont conduit ces groupes à se constituer et, postérieurement, les ont mis face à une situation de menace existentielle et/ou culturelle » (Tosta, 2005 : 11).

Reste qu'il semble ainsi évident, comme le précise Da Costa, que l'application de ce référentiel juridique résulte d'un effort de re-sémantisation de la notion de *quilombo*, entendu comme un espace dont l'origine est associée à « des groupes qui ont développé des pratiques quotidiennes de résistance dans la manutention et la reproduction de modes de vie caractéristiques et dans la consolidation de leurs propres territoires » (O'Dwyer, 1995 : 2, cité par da Costa, 2010). Dans le cas de la *Pedra do Sal*, d'après Mattos et Abreu (2012 : 60), l'identité du groupe s'est structurée à partir de la mobilisation raciale des militants noirs issus de familles traditionnelles de la région autour de la samba et des pratiques religieuses afro-brésiliennes.

La catégorie « communauté *remanescente* de *quilombo*¹⁵ » telle qu'elle était initialement appliquée dans le contexte rural brésilien pour désigner des territoires ethniques, est ici transposée dans le contexte urbain. Ceci donne lieu à de très nombreuses revendications dans l'ensemble du pays, le processus d'urbanisation ayant atteint des espaces ruraux aussi occupés pour la pratique de rites religieux afro-brésiliens.

Le *quilombo* de la *Pedra do Sal* est probablement l'un des tout premiers constitué dans un espace historiquement urbain. À notre connaissance, dans les autres cas de *quilombos* désignés comme « urbains », l'urbanisation a généralement atteint progressivement une zone occupée par un *quilombo* initialement situé dans une zone désignée comme rurale ou périurbaine. Dans le cas qui nous intéresse, le territoire ethnique de la « Petite Afrique » couvre une superficie plus importante que l'espace du *quilombo*, comme l'attestent les fouilles archéologiques préventives¹⁶ du quai du Valongo conduites dans le cadre des travaux d'infrastructures inscrits dans le programme de rénovation urbaine Porto Maravilha, qui ont permis de découvrir de nombreuses traces de la présence d'une importante activité de traite négrière. Très rapidement recouvertes, ces fouilles ont laissé place à un modeste aménagement qui laisse apparaître les lignes successives formant les anciens traits de côte et une plaque de signalisation mentionnant le tracé de l'ancien quai de l'Impératrice construit en 1843 sur le

15 Le terme portugais *remanescente* est traduit en Français par celui de « descendant ».

16 Une entreprise d'archéologie préventive a été lancée en 2011 sous la responsabilité de l'Institut du Patrimoine Culturel de Rio de Janeiro, donnant lieu à la découverte de traces matérielles attestant de l'existence de ce quai utilisé de 1811 à 1843 à des fins esclavagistes. Ce quai s'étendait sur 2 500 m², ce qui permet de prendre la mesure de l'activité de cet espace. La construction du quai de l'Impératrice sur celui du Valongo a donné lieu à un changement de toponyme : tout comme le quai du même nom, la rue du Valongo devient, à la fin du XIX^e siècle, Rue de l'Impératrice, effaçant ainsi toute trace de l'activité négrière ; Voir à ce sujet, Tania Andrade Lima, « À la recherche du Valongo, le quai des esclaves à Rio de Janeiro au XIX^e siècle », in *Colloque International Archéologie de l'esclavage colonial*, organisé à Paris par l'Institut National pour l'Archéologie Préventive (INRAP). Communication disponible en ligne : <http://www.inrap.fr/archeologie-preventive/Ressources-multimedias/p-14395-lg0-Archeologie-de-l-esclavage-colonial.htm> (Page consultée le 13 septembre 2013).

quai des esclaves édifié en 1811, lieu utilisé comme port d'accostage pour les bateaux transportant des milliers d'esclaves africains.

La spécificité de la communauté *Pedra do Sal* relève ainsi à la fois de son inscription au cœur de l'espace désormais reconnu et valorisé récemment comme territoire de tradition africaine et de mémoire de l'esclavage¹⁷, et de son association avec les lieux de pratiques rituelles et religieuses d'origine africaine. La fragilité de sa demande relève aussi de la difficulté d'adapter dans la sphère urbaine la législation en vigueur, largement fondée sur les logiques foncières du monde rural où les liens de parenté garantissent le droit à la terre à partir de la « descendance » et de la « résidence », comme le précise Alfredo Wagner (1988) à propos de ce qu'il désigne comme des « terres d'héritage » (*terras de herança*). Les grands bouleversements qu'a connus l'espace urbain de Rio de Janeiro, notamment sous l'effet des importantes opérations de rénovation entreprises tout au long du XX^e siècle, ne permettent pas de délimiter clairement des lieux anciennement occupés par une communauté *quilombola*. Et pour cause : la *Pedra do Sal* est située en contrebas de ce qui fut la forteresse militaire (sur le *Morro da Conceição*), et non loin de l'ancienne prison, c'est-à-dire au cœur de l'appareil répressif et de pouvoir ; il semble ainsi difficile de considérer qu'il y ait eu ici un *quilombo* au sens historique du terme, un lieu de refuge et d'autarcie pour un groupe d'esclaves fugitifs.

Les rédacteurs de la charte de conservation de *la Pedra do Sal* au titre de patrimoine culturel sont bien conscients de cette réalité, si bien que les termes de la conservation s'appuient sur la reconnaissance et sur la nécessaire protection d'un espace d'intense reproduction d'une sociabilité noire, celle-ci étant assurée par l'existence avérée de foyers religieux et culturels parmi lesquels ceux de la samba et des pratiques du candomblé. Aussi, ce sont « les usages, les coutumes et les traditions » dans lesquels se reconnaissent les représentants de la communauté *quilombola* *Pedra do Sal* qui servent ici de référent en matière juridique, définissant des « droits culturels » inscrits dans le champ du patrimoine culturel brésilien, conformément aux articles 215 et 216 de la Constitution. Mais ces usages et pratiques sociales héritées ne se limitent pas à l'espace environnant la *Pedra do Sal* ; ils concernent d'autres lieux répartis sur l'ensemble des trois quartiers qui forment la zone portuaire. À ce titre, la création d'un *quilombo* relève d'une reconnaissance territoriale réticulaire plutôt que possédant une inscription spatiale contiguë. Cette reconnaissance est ainsi et avant tout symbolique et identitaire. En cela, elle ouvre la voie à l'observation des jeux sociaux et aux stratégies qui permettent aux acteurs tantôt de légitimer leur propriété ou de garantir leur droit à habiter ces lieux, tantôt de défendre des intérêts plus diffus, certains relevant d'aspects mémoriels, d'autres, lorsqu'ils concernent le logement ou la subsistance économique, matériels. Ces jeux s'opèrent tant à l'échelle individuelle

17 C'est surtout la Samba qui a fait le succès de la *Pedra do Sal* et qui aide aujourd'hui à la reconnaissance du *quilombo*, même si celui-ci met aussi en valeur le candomblé, le travail des dockers, l'histoire de l'esclavage.

que collective ; autour du *quilombo* – sa reconnaissance juridique ou pas, la légitimité d'occuper les lieux en vue d'une valorisation culturelle – ou dans le contexte de sociabilités de voisinage longtemps marquées par de vives tensions intergroupes, affirmées dans la période de transformation urbaine en cours. La période récente est en effet largement marquée par la vigueur de projets urbains mis en œuvre avec l'urgence de l'organisation dans la ville de plusieurs événements sportifs d'envergure mondiale.

3 Par-delà le *quilombo* : la mémoire, le patrimoine ou comment résister à la brutalité des opérations de requalification urbaine

Le quartier qui abrite le *Morro da Conceição* ne peut ainsi en aucun cas être associé de manière exclusive à des groupes qui se revendiquent descendants d'esclaves émancipés. Preuve en est, les actuels habitants du quartier sont également pour une grande partie issus de familles d'origines portugaises ou espagnoles. Ce qui les distingue, outre leurs origines socio-ethniques, relève de leur opposition – parfois frontale – aux opérations de requalification urbaine en cours dans cette partie de la ville. Ainsi observait-on, le matin du 22 novembre 2008, un regroupement de près de 100 familles sans-toit venues de toute la zone portuaire, prêtes à occuper à des fins d'habitation un bâtiment autour de la zone portuaire :

« L'«occupation» cherche à s'opposer au projet de «revitalisation» de la zone portuaire proposé par le gouvernement municipal. Elle prétend non seulement fournir un habitat populaire pour les sans-toits, mais aussi développer des activités culturelles, en particulier pour la communauté noire de la région. La région de Gamboa a une forte tradition afro-descendante et l'occupation est le fait de nombreuses familles noires. La région est une vieille destination d'esclaves libérés, connue comme « la petite Afrique ». C'est dans cette région qu'a grandi l'écrivain Machado de Assis. La prise du bâtiment a lieu le jour suivant le jour de la conscience noire, dans l'année du centenaire de l'écrivain et l'occupation a justement été appelée «Machado de Assis» » (*Centro de Mídia Independente*, 2008).

Les mouvements de squatters¹⁸ ont pris de l'ampleur à la fin des années 2000 et ont occupé plusieurs bâtiments publics abandonnés de la région portuaire. Les occupants ne sont nécessairement pas des anciens habitants de la zone portuaire et ces occupations ont dépassé largement les terrains du *Quilombo de la Pedra do Sal*. La rhétorique politique autour de ces occupations use d'un discours identitaire et ethnique envisagé dans le prolongement de la lutte juridique en cours. En effet, ce combat légitime un contexte d'actions politiques et de luttes territoriales qui constituent un champ de conflits dérivant de celui qui a cours

18 Le terme portugais *ocupação* est traduit en Français par le mot anglais *squatt*, utilisé en France pour désigner des occupations illégales à des fins d'habitation.

autour de la question du *quilombo*. Le principal représentant de la communauté Pedra do Sal annonce avoir été délogé par la VOT qui le considère comme un « envahisseur » alors même qu'il possède des justificatifs de paiement régulier de ses loyers. En réaction à cela, il affirme avoir activement participé à l'invasion de ce bâtiment, moyen pour lui de marquer clairement la dispute qu'il entretient avec la VOT.

Les registres de discours et d'action mobilisés ici contribuent à singulariser le processus d'invasion et la création du squatt¹⁹ « Machado de Assis » des nombreux autres mouvements d'occupation de logements qui caractérisent les quartiers portuaires, l'associant à la procédure relative au *quilombo*, comme en témoigne l'écriteau figurant devant l'immeuble occupé : « *Ocupação Machado de Assis : quilombo de moradia e cultura* » (Occupation Machado de Assis : *quilombo* d'habitat et de culture). Ceci tend à élargir l'acception locale du terme *quilombo*, en l'associant à une revendication bien plus large que le seul espace qu'elle concerne, révélant par là même un déplacement de la dimension juridique du conflit territorialisé vers son pendant politique. « La référence à l'insurrection, à la rébellion et à l'héroïsme noir » apparaît ainsi comme la « métaphore d'une résistance plus large » (Souty, 2014) qui mobilise une autre échelle territoriale et, dans le contexte d'un conflit traversé par des sociabilités conflictuelles parfois criminelles, dévoile nombre de conflits considérés ici comme autant d'illégalismes sociaux.

4 La difficile élaboration de légitimités mémorielles : conflits et illégalismes

Caractériser la dynamique politique du conflit qui se structure autour du *quilombo* nécessite d'élargir le spectre des revendications, mais aussi et surtout celui des stratégies engagées par les différents acteurs qui s'opposent. Il convient d'envisager les jeux qui s'opèrent à la fois dans et par-delà la sphère juridique, mais aussi par-delà de la seule échelle du quartier. Nous l'avons souligné, la lutte autour de la reconnaissance d'un *quilombo* dans le centre de Rio de Janeiro ne relève pas seulement de l'appropriation d'un espace en tant que tel. Elle s'inscrit dans le cadre d'un conflit de légitimité et de mémoire qui s'appuie sur des enjeux souvent antinomiques.

Aussi, l'action en justice autour de la reconnaissance du *quilombo*, en cours d'instruction, se voit depuis plusieurs années accompagnée, voire supplantée par une série de pratiques relevant d'intimidations et d'arrangements quotidiens, autant d'illégalismes qui, comme le souligne Béatrice Hibou dans un autre contexte, « produisent un travail subtil de normalisation sous les traits de la participation obligatoire à un système d'échanges, de privilèges, de passe-droits »

19 Précision des auteurs.

(Hibou, 2009). Ce processus concerne l'ensemble de l'espace inscrit dans le périmètre du projet Porto Maravilha.

Le terme d'illégalisme est ici envisagé sur la base des réflexions proposées par Pierre Lascoume autour des travaux de Michel Foucault, comme l'état des perceptions et des pratiques sociales à un moment donné dans un espace donné. Dans une tentative de définition de la notion, Lascoume propose d'envisager l'illégalisme comme un concept sociologique permettant de mettre en évidence « la relativité de la norme juridique, sous deux angles : en fonction du degré d'intériorisation des sujets et une relativisation par rapport à la norme institutionnelle (règles pénales ineffectives) comment les autorités mobilisent les règles qui existent » (Lascoume, 2011), comment s'opère la mise en œuvre des normes par les institutions. Il s'agit ainsi d'appréhender des pratiques, des usages, et des formes de rapport au droit et aux règles sociales problématiques. Toujours selon cet auteur, Michel Foucault met en évidence la complexité des catégorisations sociales des actes perçus comme transgressifs mais qui ne bénéficient pas d'une qualification pénale. Cette acception reconnaît ainsi l'existence de formes différentielles de réaction sociale dans les réponses institutionnelles à la transgression. Il précise : « Au travers de cette notion, Foucault marque une rupture par rapport aux problématiques d'évidence des pénalistes et des criminologues : chaque classe a ses propres illégalismes, donc ses propres formes de transgression ; chaque classe sociale joue avec les règles de droit en fonction de ses besoins et de ses intérêts » (Lascoume, 2011). Les acteurs sociaux ont ainsi un rapport différentiel aux règles, leurs ressources leur donnent un champ de manœuvre plus ou moins large par rapport aux règles de droit. Ceci introduit l'idée d'un jeu de tensions entre différentes formes d'illégalismes.

Au-delà des questions identitaires et ethniques qu'il pose, sur lesquelles les instances juridiques doivent statuer dans le cadre de la procédure en cours, le conflit territorial ici analysé revêt une dimension éminemment politique. Celle-ci s'exprime dans des discours et des actions clairement inscrits en opposition au projet de revitalisation de la zone portuaire. C'est un contexte de transformation urbaine, vécu à plusieurs reprises et dans des termes semblables par les anciens du quartier au cours du XX^e siècle, qui anime les échanges entre les habitants du *Morro da Conceição*, ceux de la communauté *quilombola* et plus largement ceux qui sont installés dans le périmètre de l'opération Porto Maravilha, où les travaux d'infrastructure en cours sont les plus intenses. La construction du Musée d'Art de Rio (MAR) et du Museu do Amanhã, les deux situés à proximité immédiate de la place Mauá, et l'aménagement des espaces avoisinant, de même que la percée du nouveau tunnel construit sur la voie qui remplace le viaduc *Perimetral*, ou encore la construction de plusieurs tours de bureaux à proximité, ne sont en effet pas sans influence sur la vie du quartier²⁰. Cette dynamique s'inscrit dans le mouvement de spectaculaire valorisation foncière qui touche l'ensemble de la

20 Outre les nuisances liées à la poussière et au bruit des chantiers, les nombreuses explosions provoquées pour permettre la percée du tunnel ont des effets sur la structure des habitations anciennes des alentours,

métropole, quartiers centraux et littoraux au premier plan, initiée depuis plusieurs années déjà, et qui tend à modifier la configuration sociale urbaine, reléguant dans des lieux de plus en plus distants de la métropole les ménages les plus pauvres (Faulhaber, 2012). Ce mouvement est d'autant plus rapide qu'il entre en correspondance avec une importante offre en logements sociaux collectifs situés en périphérie, financée au moyen du programme fédéral de construction des logements sociaux *Minha Casa, Minha Vida*. À ce mouvement de population pauvre vers les périphéries, facilité par les pouvoirs publics, s'ajoute celui, inverse, de populations aisées et d'entreprises privées invitées à venir réoccuper les quartiers centraux, notamment ceux de la zone portuaire, en cours de requalification dans le cadre de l'opération urbaine en consortium « Porto Marvilha ».

Face au discours officiel porté par la municipalité, arguant d'engager des travaux permettant la « conservation historique » des quartiers portuaires de la ville et stimuler le développement de nouvelles opportunités économiques pour les habitants de la zone par l'intermédiaire du tourisme, nombreux sont conscients des intérêts en jeu, notamment celui de reléguer les catégories sociales les plus pauvres des quartiers centraux. La rhétorique patrimoniale tend ainsi, comme le souligne H.-P. Jeudy, à occulter « les « vraies » raisons de la mise en place, puis de l'extension récente de stratégies de conservation [...], jamais présentées ou seulement évoquées dans les discours institutionnels » : elle s'efforce de mettre en scène une « continuité avec le passé en étant, par elle-même, une rupture dans l'histoire des rapports qu'une société entretient avec son passé » (Jeudy, 1990 : 14).

4.1 L'opération Porto Marvilha, stratégie de rénovation urbaine et nouvelle échelle du conflit territorial

Le lancement de l'opération urbaine Porto Marvilha (*Operação Urbana Consorciada* – OUC) faisant suite à la Loi Municipale du 23 novembre 2009 concerne une superficie de 489 hectares dans la zone portuaire de Rio de Janeiro. Définie dans le cadre d'un partenariat public-privé signé en 2011 entre la municipalité de Rio de Janeiro et un consortium d'entreprises privées²¹, n'est pas sans raviver le conflit autour de la reconnaissance et de la titularisation du *quilombo*, qui était quelque peu assoupi depuis 2006. Après plusieurs décennies de difficultés à engager un projet d'envergure dans un espace anciennement industriel partiellement abandonné de ses activités économiques et au bâti largement dégradé, la zone portuaire tend à devenir l'espace de toutes les convoitises. L'effort engagé pour la revitalisation – terme utilisé par la municipalité – de cette zone est à l'image des enjeux économiques – immobiliers –, et symboliques qui structurent une politique urbaine définie pour répondre à l'opportunité que constitue l'accueil de

certaines habitants s'étant plaints de l'apparition de fissures dans leurs logements, dont la structure ancienne n'a le plus souvent jamais été consolidée (source : entretiens conduits en février 2013).

21 Ce consortium, nommé *Concessionária Porto Novo*, est composé des entreprises *Odebrecht Infraestrutura*, *OAS*, et *Carioca Engenharia*.

plusieurs événements d'envergure internationale, tout particulièrement la Coupe du Monde de football, qui a eu lieu en 2014, et les Jeux Olympiques d'été qui seront accueillis à Rio de Janeiro en 2016.

Inscrit dans le périmètre de l'intervention, l'espace en dispute autour de la *Pedra do Sal* est l'objet de convoitises pour le moins mêlées : la possible définition d'un périmètre faisant l'objet d'un titre de propriété collective est vécue comme une menace pour l'État et pour les investisseurs immobiliers privés, qui craignent un blocage dans la circulation du capital foncier. Ceci apparaît de manière suffisamment claire pour que l'élu local Guaraná, leader de la base politique du maire Eduardo Paes (PMDB), ait récemment proposé un amendement au projet de loi n° 1091/2012 initialement déposé par le député municipal de l'opposition Eliomar Coelho (PSOL). Sa proposition refuse l'identité *quilombola* et demande la suppression du mot *quilombo* dans la nouvelle législation :

« L'aire concernée par le projet de loi n° 1091/2011 n'a jamais été un quilombo dans l'acception complète de ce terme. Dans la région, il y eu en effet une intense activité esclavagiste en raison de la proximité des entrepôts de sel. Les maisons mentionnées dans le Projet de Loi n'étaient pas nécessairement des habitations d'esclaves, dans la mesure où les Portugais pauvres qui vivaient des activités du port vivaient aussi dans cette zone. Il est important de se souvenir que le propre INEPAC a classé la Pedra do Sal non pas comme "Quilombo" mais comme "Monument Noir" (*Monumento Negro*), véritable témoin de la présence d'esclaves et pôle diffuseur de la culture noire de la Ville, comme le disait déjà l'émérite professeur Darcy Ribeiro, alors Secrétaire d'État de Culture, de Science et de Technologie²². »

La perspective de reconnaissance juridique du *quilombo* est pourtant vécue par certains représentants de la municipalité comme une opportunité permettant de profiter d'une dynamique économique émergente dans ces lieux, rendue possible par une politique volontaire soutenant la « créativité ». Les effets induits par la structuration d'une filière de l'économie culturelle urbaine dans cette zone de la ville constituent en effet l'un des potentiels économiques les plus importants pour la ville. Dans cette dynamique, l'espace du *quilombo*, dans lequel se tiennent deux soirs par semaine des *rodas de samba*²³ qui rassemblent plusieurs centaines de personnes, fait figure de nouvelle centralité. Comme le souligne Rose Compans (2004 : 27), les importantes interventions engagées depuis les années 1960 pour adapter l'espace portuaire à des exigences fonctionnelles de type moderne, menant à la construction d'importants axes routiers, de viaducs, sont progressivement venues isoler ou détruire le tissu urbain hérité de la période préindustrielle. Contre

22 Voir : <http://mail.camara.rj.gov.br/APL/Legislativos/scpro1316.nsf/f6d54a9bf09ac233032579de006bfef6/a9435a348755627a03257b4a0058fe7a?OpenDocument> (consulté le 06/10/2013).

23 Littéralement « Rondes de samba » : manifestations culturelles autour de musiciens qui interprètent le plus souvent des classiques de la samba de Rio de Janeiro.

ce modèle, qualifié de *tabula rasa*, émerge à partir des années 1980 un mouvement de conservation des traces anciennes de la mémoire collective et de la culture urbaine. Ce mouvement « contextualiste » (Compans, 2004 : 27), engageait une démarche de valorisation du tissu historique et mémoriel aujourd'hui à l'œuvre. Lilian Vaz explique que cette dynamique, marquée par l'articulation croissante entre planification entrepreneuriale et marketing urbain, tend à revêtir la forme d'un « culturalisme de marché » selon lequel tout ce qui relève de la culture est aussi inscrit dans une logique de marchandisation (Vaz, 2004 : 3). S'ouvre alors véritablement, en ces lieux, un processus de « culturalisation » (Vaz, 2004 : 2) qui s'exprime au travers d'une double appropriation de la rhétorique patrimoniale par tous les acteurs en présence dans cet espace, chacun poursuivant des intérêts propres.

La peur des investisseurs n'est donc pas tant liée à une possible fermeture de cet espace, qu'à une marchandisation croissante des réminiscences du passé, ou selon les cas à la menace de l'appropriation des bénéfices de cet événement culturel par quelques commerçants préalablement sélectionnés sur un mode qui, au regard de nombre d'habitants, apparaît obscur, notamment en raison de l'influence qu'auraient exercée certains représentants du narcotrafic. Au-delà de la sphère des investisseurs et de ceux qui, au sein de la municipalité, soutiennent les consortiums ayant été chargés des travaux d'infrastructure, la menace d'une telle appropriation retentit comme une menace chez les habitants du quartier, voisins de la *Pedra do Sal*, lorsqu'elle laisse entrevoir la perméabilité entre sphères politiques et criminelles. Elle est aussi vécue comme une concurrence pour ceux qui souhaiteraient profiter de ces événements culturels pour en tirer un avantage économique. Aussi, la dynamique économique et patrimoniale esquissée depuis plusieurs années autour du *quilombo* révèle un conflit et des opportunités qui traversent à la fois des fractions des classes dominantes et dominées, et qui « organise(nt) un temps pendant lequel les registres de légitimité sont rouverts » (Fourniau, 1996, cité par Melé, 2003 : 17). Contrairement à ce qu'envisagent les pouvoirs publics, principaux promoteurs et soutiens de ce mouvement, l'économie culturelle issue de la revitalisation d'un patrimoine urbain longtemps délaissé n'apparaît ainsi pas dégagée de toute forme de conflit violent, comme celui qui oppose aujourd'hui l'Église, certains habitants mobilisés mais aussi des acteurs criminels, notamment ici les représentants du *Comando Vermelho*. Principal revendeur de drogue implanté dans la zone, ce groupe tente de tirer avantage de la dynamique culturelle et patrimoniale pour étendre son contrôle sur des quartiers centraux de la métropole.

4.2 Multiplicité des jeux et arrangements autour de l'interprétation de la mémoire urbaine

Le changement radical de contexte politique qui a ouvert la voie à l'opération urbaine *Porto Maravilha* stimule aujourd'hui la concurrence même chez les habitants non-proprétaires de terrains à valoriser. On assiste, dans ce contexte, à la construction de nouvelles légitimités « culturelles » dans le contexte de la

nouvelle plateforme de possibilités que permet l'opération urbaine, notamment au travers du dispositif *Porto Cultural*, appel d'offres lancé en 2012 par la municipalité de Rio de Janeiro en vue de dynamiser le secteur culturel de la zone et qui, selon les dires de plusieurs habitants et responsables associatifs, ne profite qu'à quelques personnes cooptées par la mairie. Ce phénomène s'est néanmoins vu partiellement ralenti dans le contexte de la procédure de délimitation du périmètre du *quilombo*. Cette démarche, qui conduirait à stimuler un usage collectif de l'espace délimité, n'a pas été sans susciter des réticences chez plusieurs habitants qui, après avoir été des soutiens, même discrets, de la reconnaissance juridique et patrimoniale de cet espace, se sont éloignés de la cause, n'hésitant pas, au besoin, à la critiquer ou à la délégitimer. Sa forte référence à la mémoire de l'esclavage est un élément qui, par ailleurs, écarte plusieurs familles, d'origine portugaise principalement, qui ne prennent ainsi pas pleinement part à la cause ethnique revendiquée.

En novembre 2011, la municipalité de Rio de Janeiro annonçait la création du Circuit Historique et Archéologique de Célébration de l'Héritage Africain (*Circuito Histórico e Arqueológico de Celebração da Herança Africana*), projet dont l'objectif était d'identifier plusieurs sites historiques témoignant de la présence africaine dans la zone portuaire. Ce circuit, lancé à l'initiative du programme *Porto Maravilha Cultural*, est inscrit dans l'opération *Porto Maravilha*. Il bénéficie de ressources financières issues de la vente des Certificats de Potentiel Additionnel de Construction (CEPAC), dont une infime partie est destinée à la récupération du patrimoine historique, artistique et culturel de la zone portuaire.

« La culture d'un peuple ne vaut rien sans sa mémoire préservée », considérait le secrétaire municipal de culture Emílio Kalil, dans un discours prononcé à l'occasion de la cérémonie d'inauguration du circuit. À ses côtés, le sous-secrétaire municipal en charge du patrimoine Paulo Vidal, présent ce jour-là, soulignait non sans quelque insistance : « en créant le circuit, ce qui est voulu, c'est informer de manière *unique* et *organisée* [...]. Aucune partie de cette histoire ne peut être perdue²⁴. » Ainsi, l'itinéraire sélectionné pour composer le circuit passe par les quais et les jardins suspendus du Valongo²⁵, la place du Largo do

24 L'ensemble de ces discours est disponible sur le site de l'opération urbaine : <http://portomaravilha.com.br/conteudo/ccjb.aspx>

25 Construit en 1906 sur les flancs de la colline *Morro da Conceição*, le jardin était inscrit dans l'initiative de rénovation et d'embellissement coordonnée par le maire Francisco Pereira Passos. Il est composé par le paysagiste Luís Rey et comporte quatre statues de dieux romains datant du XIX^e siècle, initialement commandées comme ornements du Quai de l'Impératrice – anciennement quai du Valongo.

Depósito, l'Institut Pretos Novos²⁶ (litt. « Nouveaux Noirs »), le centre culturel José Bonifácio²⁷ et, enfin, la Pedra do Sal.

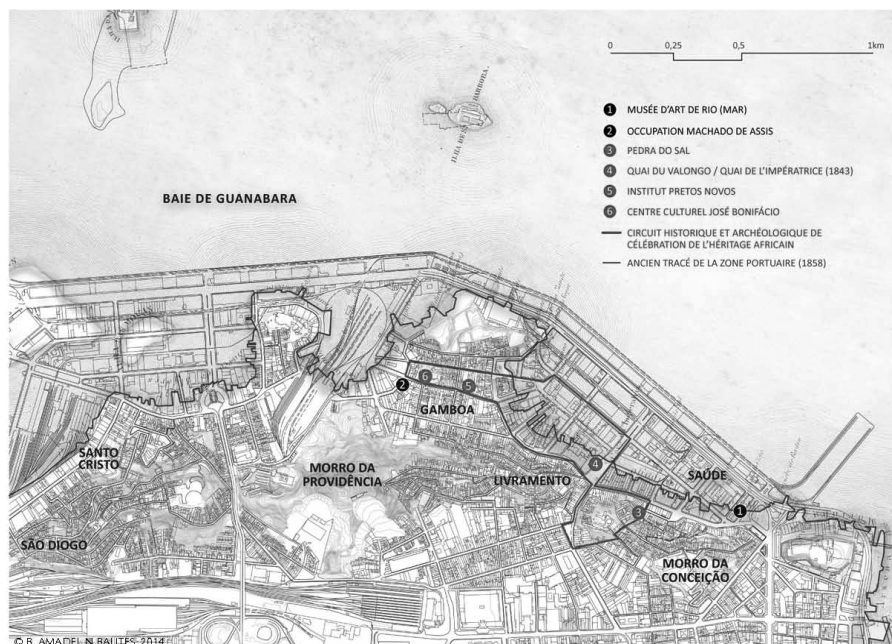


Fig. 3 La zone portuaire de Rio de Janeiro et le « Circuit historique et archéologique de célébration de l'héritage africain » (Bautès ; Amadei, 2013).

The harbor district of Rio de Janeiro and the "the African Heritage History and Archeology Tour" (Bautès ; Amadei, 2013).

Ces lieux s'inscrivent dans une même scène politique, celle de l'esclavage noir brésilien. Leur inscription au sein d'un itinéraire culturel et touristique n'est pourtant pas sans poser nombre de questions. Si chacun d'entre eux participe à constituer une part de l'histoire de la zone portuaire dans son

26 L'Institut Pretos Novos occupe un site archéologique découvert en 1996, lorsque plusieurs familles décident d'engager des travaux de rénovation de leur résidence et trouvent une importante quantité d'os humains dans les fondations de l'immeuble. Après analyse, les milliers de fragments osseux parmi d'autres vestiges rencontrés sur place attestent de la présence d'un cimetière d'esclaves datant probablement de la fin du XVIII^e siècle, lorsque le marché des esclaves fut transféré des abords de la Praça XV vers les quais du Valongo, conduisant au déplacement du cimetière d'esclaves du Largo de Santa Rita vers le *Caminho da Gamboa*, autrement désigné *Rua do Cemitério* – actuelle rue Pedro Ernesto, non loin de l'actuel centre culturel José Bonifácio.

27 L'actuel Centre Culturel José Bonifácio a été inauguré en 1877 par l'empereur Dom Pedro II comme premier collège public d'Amérique du Sud. Il est aujourd'hui le centre de mémoire et de documentation brésilienne, et abrite le centre de référence de la culture afro-brésilienne. Située dans le quartier de Gamboa, le centre culturel fait l'objet de travaux de rénovation, dont l'objectif affiché est d'en faire une référence nationale de la culture afro-brésilienne.

ensemble, le dispositif *Porto Cultural* a conduit à les élever au rang de hauts-lieux, sélectionnés pour créer une information « unique » et « organisée » sur la mémoire afro-brésilienne. Les questions que pose cette initiative relèvent d'abord de la reconnaissance, de la conservation et de la transmission patrimoniales. La mise en place d'un parcours officiel entrave toute possibilité d'envisager l'histoire urbaine comme un tout dans lequel la question de la mémoire afro-brésilienne et de l'esclavage occupe une place souvent subordonnée. Le discours officiel qui accompagne cette construction conduit à figer la mémoire, prônant une vision romantique qui occulte les parties les plus sensibles de l'histoire sociale de ces lieux – la pauvreté, la souffrance, la violence liées à l'esclavage notamment. Dans le même temps, elle dissimule l'actualité de ces lieux et plus précisément, les difficultés auxquelles sont confrontés les habitants vis-à-vis de l'emploi, de la santé et de l'éducation ou encore du logement²⁸.

Ce phénomène n'est pas sans questionner le rôle de l'État dans la permanence de discriminations anciennes de certaines catégories de population, tout particulièrement des plus pauvres et des noirs, voire sa propension à nier leurs réalités présentes au nom d'un développement urbain non plus contraint par « la dimension physique immuable » de l'espace, mais par une « nouvelle économie culturelle de l'espace » (Pereira, cité par Rodrigues, 2011). Cette orientation ouvre la voie à une réorganisation institutionnelle qui, selon Ana Carla Fonseca Reis, professeure à la Fondation Gétulio Vargas de São Paulo et correspondante pour l'économie créative à l'ONU, stimule la recherche de nouvelles modalités de gouvernance entre le public, le privé et la société civile ; stimule des formes alternatives de financement plus tournées vers le capital cognitif que sur les garanties « physiques » ; [...] engendre des modèles collaboratifs dans lesquels tous (les acteurs) sont gagnants, contrairement aux modèles compétitifs dans lesquels l'un gagne à court terme et tous perdent » (Fonseca Reis, 2008). Cette lecture pour le moins optimiste nous semble aller dans le sens d'une vision idéologique dominante peu valide en ce qu'elle a tendance à ignorer la force d'héritages sociaux fondés sur des siècles de discrimination, et des sociabilités le plus souvent, aujourd'hui encore, fortement conflictuelles.

À ce titre, les enjeux financiers et l'implication du secteur privé dans cette dynamique sont régulièrement traversés de formes d'illégalismes – sous la forme de pots-de-vin, de faits de corruption attestés, de délits d'initiés, rarement relayés par les médias dominants ou traduits en justice. La production du discours culturel et patrimonial, incluant la rhétorique sur la créativité portée par la municipalité, s'inscrit pleinement dans une stratégie de développement urbain qui tend à dissimuler non seulement toutes les formes de dissension qui traversent

28 Il convient ici de relayer ce que de nombreux auteurs s'accordent à signaler dans leurs travaux sur les quartiers portuaires : des 6 régions administratives qui forment l'Aire de Planification 1 (AP1), la zone portuaire bénéficie du plus faible indice de développement humain, qui s'élevait à 0.775 en 2005 : http://www.armazemdedados.rio.rj.gov.br/arquivos/1653_planodiretor.PDF. Les données du recensement effectué en 2010 ne sont pas, à ce jour, disponibles dans ce domaine.

l'espace social urbain, mais aussi plus largement les actes illégaux, voire parfois criminels dans lesquels les organes de l'État, *via* certains de leurs représentants, ont pourtant très souvent recours. En d'autres termes, ce sont « les marchandages électoraux, la spéculation foncière, les stratégies de position des leaders et les alliances entre ces derniers et les représentants de l'État sur fond de corruption » qui semblent ici pouvoir être observés, comme le souligne Alain Morice dans le contexte brésilien, dans d'autres champs que celui des pouvoirs urbains (1995).

4.3 L'illégalisme, déterminant du pouvoir urbain carioca ?

Le contexte resserré de la revendication *quilombola* met en lumière des pratiques et des stratégies susceptibles de constituer des formes de pression à l'égard de la justice et donc de la loi. Il révèle aussi une série de tentatives de délégitimation, tantôt au moyen de la production scientifique « historique », tantôt *via* des formes plus labiles de pression sur des individus, mais aussi des intimidations plus ou moins directes, plus ou moins habiles, plus ou moins menaçantes. Pierre Lascoume montre combien le principal rôle du pouvoir, selon Foucault, n'est pas l'oppression, mais la production de l'homme « utile et docile » (Lascoume, 1996).

Plusieurs éléments qui nous ont été rapportés font état de rumeurs qui circulent sur tel ou tel leader associatif, tel ou tel homme politique voire habitant d'un quartier proche ou voisin. Ces situations, qu'il semble ici délicat de dévoiler, révèlent par ailleurs des formes plus dissimulées d'illégalismes qui témoignent de la perméabilité des sphères qui structurent le pouvoir urbain à Rio de Janeiro ; celle, religieuse, représentée ici par la VOT, entretenant des rapports de dominations et d'intimidations à l'égard de ceux qui, dominés parce qu'appartenant à des groupes longtemps discriminés et/ou à des familles modestes ou pauvres, forment ce que Partha Chatterjee désigne comme la société politique (Chatterjee, 2004) ; celle, économique, entretenant des relations faites de négociations régulières avec des représentants de la sphère politique locale, voire dans certains cas avec des leaders du narcotraffic. Les acteurs qui composent ces sphères de pouvoir urbain représentent autant de catégories d'habitants qu'il n'apparaît pas possible de circonscrire précisément, tant les zones d'influences semblent poreuses. En témoignent les jeux d'influences observés autour de la question du *quilombo*, notamment traduites par des menaces directes à l'encontre de certains habitants du Morro da Conceição, tout comme ceux qui jalonnent les transactions financières et immobilières autour de l'opération Porto Maravilha, portée par plusieurs groupes d'entreprises privées ou, enfin, celles qui relèvent de situations de concurrence au sein de la sphère de l'économie culturelle et patrimoniale.

Ces pratiques sont le plus souvent discrètes, dissimulées, parfois traduites dans des formes d'allégeance envers des décisionnaires ou des personnalités influentes. Les prises de position publiques en faveur de la mairie et des soutiens financiers qu'elle permet offrent une intégration à certains responsables associatifs au cœur du projet municipal qu'ils n'étaient pas, jusqu'ici, en mesure d'espérer. Les controverses relatives à la nature de ce projet suscitent néanmoins ponctuellement,

de vives réactions à l'encontre de ceux qui, selon certains, « trahissent la cause ». Un entretien avec un habitant de la favela Morro da Providência, musicien, fait état de plusieurs collègues qui, dans l'ambition « d'être reconnus et soutenus financièrement, » – ici dans le cadre du dispositif *Porto Maravilha Cultural* ou plus directement par le musée d'art de Rio (MAR) – « n'ont pas hésité à se déguiser (*fantasiar*) en « producteurs de culture » au service de la mairie ! [...] » (Sr. Mateus, juillet 2013) :

« Nous, *favelados* de la zone portuaire, nous avons toujours été considérés comme des marginaux ; on nous refusait tout ; on ne valait rien ; maintenant, soudainement, on est devenus intéressants pour eux. Ils veulent vendre notre histoire. Moi, ça ne m'intéresse pas, il faut être cohérent ; et puis je sais qu'un jour, on le regrettera » (*ibid.*).

La combinaison de ces formes d'illégalisme permet de suivre l'évolution des enjeux qui structurent le quotidien de la zone portuaire. Elle ouvre la possibilité, notamment, d'accompagner les transformations sociales à l'œuvre, traduites par des sociabilités mouvantes qui, au gré des opportunités, des légitimités construites et déconstruites par les pouvoirs dominants, mais aussi des conflits et des affaires plus ou moins rendues publiques, conduisent à devoir envisager, pour prendre la mesure de la réalité en marche mais aussi des éléments structurants de cette société urbaine, la complexité des jeux informels dans la production politique de l'espace urbain. Reste que l'exercice de mise en lumière de tels mécanismes sociaux invisibles (Bidet, 2009) n'est pas sans poser nombre de questions, parmi lesquelles celle du dévoilement.

Conclusion

L'ambition de cette contribution était de mettre en évidence quelques-unes des formes au travers desquelles s'affrontent des groupes et individus différemment organisés ou institutionnalisés, autour de la zone portuaire de Rio de Janeiro qui, après avoir longtemps été délaissée, a rapidement compté parmi les lieux-centraux de la ville.

Ce conflit territorialisé relève d'enjeux multiples et combinés. À partir d'un retour sur son traitement au sein de la sphère juridique, et plus précisément encore sur la base d'une description des pratiques sociales qu'il conduit à mettre au jour dans le quotidien de ces quartiers portuaires, il est tout à la fois question d'appropriations, de reconnaissances et de légitimités. Ces luttes sociales prennent des formes diverses. Nous avons ici choisi de les qualifier, à partir de l'étude d'un conflit territorialisé, comme autant d'illégalismes, non pour insister sur leur seul rapport au droit, pour évoquer une référence exclusive au droit ou pour signaler les jeux opérés, dans les pratiques, avec le droit et son utilisation par des groupes aux intérêts divers, mais pour prendre la mesure des effets du brutal changement de valeur de l'espace disputé dans l'ensemble de la sphère sociale. La

valeur de la terre, aux sens économique et foncier du terme, mais plus largement aussi du point de vue des singularités historiques et/ou identitaires qui ont prévalu à sa qualification patrimoniale, nous semble expliquer en partie la vivacité du conflit, son quotidien, qui dépasse largement la seule sphère proche, pour imprégner l'ensemble d'un territoire qui devient lui-même et dans son ensemble à la fois espace-enjeu et espace-ressource pour les spéculations à l'œuvre dans la production urbaine à Rio de Janeiro.

Le conflit exprime donc ici à la fois des oppositions ou controverses entre habitants, usagers et acteurs publics, des débats ; des oppositions et des conflits sociaux et politiques traduits dans l'espace (Melé, 2003). Les transactions territoriales auxquelles il renvoie (Melé, 2011) sont ici envisagées par le biais de témoignages sur des « situations qui constituent une manifestation de protestation ou d'opposition [...] » conduisant à la « dramatisation du débat public » (Fourniau, 1996, cité par Melé, 2003 : 17). Cette manière d'aborder les conflits permet de révéler « la complexité de(s) (la) situation(s) et des prises de décision, d'une dynamique de conflit entretenue par des aspects relationnels, ou de controverses antérieures liées aux usages et aux représentations de l'espace support » (Dziedzicki, 2001 :163-164 ; cité par Melé, *ibid.*).

Nombre de pratiques déviantes, de rumeurs et de pressions exercées et diffusées de parts et d'autres des membres de la sphère directement engagée dans le conflit, ici évoquées indirectement, tant les preuves semblent difficiles à établir et délicates à dévoiler, s'apparentent à des manières de protéger leurs biens contre différentes formes de détournement ou de réappropriations. Aussi, dans le contexte du Brésil urbain postcolonial, le lien entre illégalismes populaires et relations de pouvoirs semble profondément bouleversé. D'une part, les habitants mobilisés autour du *quilombo* de la *Pedra do Sal* sont devenus spécialistes de leur propre cause, fins connaisseurs de la procédure juridique conduisant à la reconnaissance de l'espace revendiqué. Ceux-ci ont montré leur capacité à rendre publique leur revendication, à mobiliser la sphère du droit et à lutter par tous les moyens possibles pour leur reconnaissance, celle de leur mémoire et celle de l'espace auquel ils s'identifient – au risque d'être récupérés dans le cadre d'une politique de valorisation culturelle et patrimoniale.

Ce mouvement peut s'apparenter à ce que Partha Chatterjee (2004) analyse du fonctionnement de la « société politique », caractérisé par l'instauration d'accommodements « entre, d'une part, les règles légales et paralégales, les règles institutionnelles et les lois coutumières et communautaires et, d'autre part, entre les positions de toutes les parties en présence (le gouvernement, les représentants des partis politiques rivaux locaux, la ou les personne(s) mandatée(s) par les habitants). » (Hadj-Moussa, 2012). Selon cet auteur, qui s'attache à étudier la politique des pauvres du Caire et de Téhéran, « il est un acteur qui mobilise la politique informelle et qui sait également quand sortir de ses propres frontières et mobiliser les ressources qui lui sont exogènes en recourant ici à une personne compétente, là à une institution en mesure de réponses à ses demandes ou à les médiatiser » (*ibid.*). Cela semble être le cas du mouvement organisé autour de la

reconnaissance du *quilombo*. Reste que, dans ce cas d'étude, le rapport de forces demeure en suspens, fragilement lié aux enjeux économiques de la valorisation urbaine et culturelle de la zone portuaire au sein de laquelle les habitants, qu'ils soient descendants reconnus de populations longtemps opprimées ou pas, sont engagés dans une lutte effrénée pour leur permanence, dans un contexte où ils sont le plus souvent dépassés par la force des illégalismes d'État.

Université de Caen Basse-Normandie
Maison de la Recherche en Sciences Humaines
Esplanade de la Paix
14032 Caen
nicolas.bautes@unicaen.fr

Pontifícia Universidade Católica do Rio de Janeiro
Rua Marquês de São Vicente, 225
Gávea – Rio de Janeiro
rafaelsg@puc-rio.br

Universidade Federal de São Carlos
Rodovia Washington Luis, SP 310
Jardim Guanabara, São Carlos

Bibliographie

- Abreu, M., Mattos, H. (orgs.) (2007), *Relatório antropológico de caracterização histórica, econômica e sociocultural da Comunidade Remanescente do Quilombo da Pedra do Sal*. Rio de Janeiro, INCRA – Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária.
- Almeida, A.W.B. de (1989), « Terras de Pretos, Terras de Santo, Terra de Índio : uso comum e conflito », in Castro, Edna et Hebete, Jean (orgs.), *Na Trilha dos Grandes Projetos : Modernização e Conflito na Amazônia*, Belém, Universidade Federal do Pará/NAEA, p. 163-196.
- Andrade Lima, T. (2012), « À la recherche du Valongo, le quai des esclaves à Rio de Janeiro au XIX^e siècle », in Institut National pour l'Archéologie Préventive (INRAP), Colloque International archéologie de l'esclavage colonial, Paris. En ligne : <http://www.inrap.fr/archeologie-preventive/Ressources-multimedias/p-14395-lg0-Archeologie-de-l-esclavage-colonial.htm> (Page consultée le 13 septembre 2013).
- Arantes, E. B. (2005), *O Porto Negro : cultura e trabalho no Rio de Janeiro dos primeiros anos do século XX*, Dissertação de Mestrado, Unicamp.
- Barreto, J.P.A (2006) (1904), *As religiões do Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro, Jose Olympio, Coll. Sabor Literário, 308 p.
- Bidet, J. (2009), « La sociologie, une activité sous influence », *La Vie des idées*, 13 février 2009, URL : <http://www.laviedesidees.fr/La-sociologie-une-activite-sous.html>
- Busino, G. (2009), « La preuve dans les sciences sociales », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XLI-128 | 2003, mis en ligne le 11 novembre 2009, consulté le 30 août 2014. URL : <http://ress.revues.org/377>
- Busquet, G., Lévy-Vroeland, C. Rozenholc, C. (2014), « Introduction. Mémoires dominantes, mémoires dominées. La fabrique des patrimoines urbains en question », *Articulo. Journal of Urban Research*, <http://articulo.revues.org/2429> (page consultée le 28 août 2014).

- Chatterjee, P. (2004), *The Politics of the Governed. Reflections on Popular Politics in Most of the World*, New York, Columbia University Press, 200 p.
- Compans R., (2004), *Empreendedorismo urbano. Entre o discurso e a prática*, São Paulo, ANPUR, Unesp, 304 p.
- Da Costa, F. C. (2010), *Morro da Conceição. Uma etnografia da sociabilidade e do conflito numa metrópole brasileira*, mémoire de Mestrado, Universidade Federal de São Carlos, 99 p.
- De Carvalho Jr., O. (2007), « Corrupção e morte da política : analyse de uma patologia social », *Mediações*, v. 12, n. 2, Juillet-Décembre, p. 154-174.
- Dziedzicki, J-M. (2001), *Gestion des conflits d'aménagement de l'espace : quelle place pour le processus de médiation ?* Thèse de doctorat, Université François Rabelais, Tours, 443 p.
- Faulhaber L. (2012), *Rio Maravilha : práticas, projetos políticos e intervenção no território no início do século XXI*, Niteroi, Escola de Arquitetura e Urbanismo da Universidade Federal Fluminense, 111 p.
- Foucault, M. (1975), *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, NRF, 360 p.
- França, M. C. ; Ferreira, R.A. (2012), *Três vezes zumbi. A construção de um herói brasileiro*, São Paulo, Tres Estrelas, 168 p.
- Gama, E. C. (2011), « Historia e memoria do candomblé no Rio de Janeiro : novas perspectivas de análise », *Revista Brasileira de História das Religiões*, Maringá (PR), vol. 3, n° 9, janvier 2011, En ligne : <http://www.dhi.uem.br/gtreligiao/pub.html>
- Hadj-Moussa, R. (2012), « Des pauvres de la politique à la politique des pauvres », *SociologieS*, (En ligne), « Théories et recherches », mis en ligne le 27 janvier 2012, consulté le 18 mars 2013, <http://sociologies.revues.org/3884>.
- Herzfeld, M. (2009), *Evicted from eternity : the restructuring of Modern Rome*, Chicago, The University of Chicago Press, 392 p.
- Hibou, B. (2008), *La force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte, 364 p.
- Jedy, H-P. dir., (1990), *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme. Ministère de la Culture et de la Communication. Coll. Ethnologie de la France, Cahier 5, 302 p.
- Job, L. (2006), « De quem é este Quilombo. Era o unico que faltava ! », in *Ações Judiciais e Terras de Quilombo*, Comissão Pro-Índio de São Paulo. En ligne : http://www.cpis.org.br/acoes/upload/arquivos/DeQuemeEsteQuilombo_LucianaJob.pdf
- Lascoume, P. (2011), « Illégalisme », in *Portail Michel Foucault, Dictionnaire polyphonique*, en ligne, <http://michel-foucault-enseignement.org/?Illegalisme>.
- Lascoume, P. (1996), « L'illégalisme, outil d'analyse », *Société et représentations*, n° 3 (Dossier « Michel Foucault : surveiller et punir, la prison vingt ans après »), p. 78-84.
- Matos, H. et Abreu, M. (2012), « Relatório Histórico-antropológico sobre o Quilombo da Pedra do Sal : em torno do samba, do santo e do porto », in O'Dwyer, Eliane Cantarino, *O fazer antropológico e o reconhecimento de direitos constitucionais. O caso das terras de quilombo no Estado do Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro : E-papers, p. 23-67.
- Melé, P. (2011), *Transactions territoriales. Patrimoine, environnement et actions collectives au Mexique*, Tours, Presses universitaires François Rabelais, Maison des Sciences de l'Homme « Villes et territoires », 216 p.
- Melé, P. (2003), « Introduction. Conflits, territoires et action publique », in Melé, P., Larrue, C., Rozenberg, M., *Conflits et territoires*, Tours, Presses universitaires François Rabelais, Maison des Sciences de l'Homme « Villes et territoires », p. 13-32.
- Morice, A. (1995), « Corruption, loi et société : quelques propositions », *Revue Tiers Monde*, t. XXXVI, n° 141, janvier-mars, p. 41-65.

- Moura, R. (1995), *Tia Ciata e a Pequena África no Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro, Secretaria Municipal de Cultura, 2^e éd., Col. Biblioteca Carioca, vol. 32.
- O'Dwyer, E.C. org. (1995), *Terras de Quilombos*, Rio de Janeiro, Université Fédérale de Rio de Janeiro ABA.
- Ploux, F. (2003), *De bouche à oreille, naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Aubier, Collection historique, 289 p.
- Reis, A.C. Fonseca (org.), (2008), *Economia criativa como estratégia de desenvolvimento*, São Paulo : Garimpo de soluções, Itaú Cultural, En ligne, www.garimpodesolucoes.com.br/downloads/ebook_br.pdf (page consultée le 12 septembre 2013).
- Rodrigues, C. (2011), « Planejamento urbano deve considerar Moda e Turismo », Agência USP de notícias, <http://www.usp.br/agen/?p=61711>
- Rodrigues, L.S. Cáceres (2012), *Memórias e Narrativas da Preservação nos Quilombos da Cidade do Rio de Janeiro*, Thèse de doctorat en géographie, Rio de Janeiro, Universidade Federal do Rio de Janeiro.
- Sampaio Guimarães, R. (2008), « Discursos de visibilidade e novos usos do território : o caso da Pedra do Sal (RJ) », 32^o Encontro Anual da ANPOCS, 27-31 octobre, Caxambu, MG.
- Sampaio Guimarães, R. (2014), *À utopia da pequena África : projetos urbanísticos, patrimônios e conflitos na Zona Portuária carioca*, Rio de Janeiro, Editora Fundação Getúlio Vargas.
- Souty, J. (à paraître, 2014), « O quilombo como métaphore. Espaces sociaux de résistance na região portuária carioca », in P. Birman et C. Machado, *Dispositivos urbanos e tramas dos viventes : ordens e resistências*, Rio de Janeiro, Editora Fundação Getulio Vargas, 246 p.
- Tosta, A. (2005), *Contando histórias : uma etnografia das narrativas e usos do passado em um povoado fluminense*, Mémoire de Mestrado, Université Fédérale de Rio de Janeiro, PPGAS.
- Vaz, L. F. (2004) « The "culturalization" of planning and of the city : new models ? » 11th Conference of the International Planning History Society, Barcelona, CD-Rom.
- Veschambre, V. (2014), « Production et effacement des lieux de mémoires dans une commune-centre anciennement industrielle : le cas de Villeurbanne (France) », in Busquet, G., Lévy-Vroeland, C. Rozenholc, C., (dir.) « Introduction. Mémoires dominantes, mémoires dominées. La fabrique des patrimoines urbains en question », *Articulo. Journal of Urban Research*, <http://articulo.revues.org/2429> (Page consultée le 28 août 2014).

Ressources électroniques et autres documents consultés

- Centro de Mídia Independente, <http://www.midiaindependente.org/>
- Ficha de regularização fundiária da Comunidade Remanescente de Quilombo da Pedra do Sal, 2007.
- Site de la Municipalité de Rio de Janeiro : Prefeitura do Rio de Janeiro, http://www0.rio.rj.gov.br/patrimonio/proj_cais_imperatriz.shtm